

LA POLITIQUE, ÇA S'APPREND !

Rencontre pour Ne pas plier



Les règles du jeu — Face aux politiques de dépolitisation
Frank Poupeau, sociologue

Il n'y a pas la place — Des lieux pour la démocratie
André Benedetto, auteur, acteur et metteur-en-scène

Et si l'on empêchait les riches de s'instruire plus vite que les pauvres ?
— Éducation populaire, désirs révolutionnaires
Frank Lepage, chercheur indépendant

Ma ville est un monde — Cultures du quotidien, luttes urbaines
Jean-Pierre Grunfeld, sémiologue urbain, Gérard Paris-Clavel, graphiste

Oh ! Quel beau caca ! — Pouvoir, argente et régression
André Benedetto, auteur, acteur et metteur-en-scène

Débat
animé par Raoul Sangla, réalisateur

LES RÈGLES DU JEU

Face aux politiques de dépolitisation — **Franck Poupeau**, sociologue

Raoul Sangla — J'ai été réalisateur de télévision pendant longtemps et Dieu merci plus maintenant. Je ne vais pas faire de commentaires, ce qui est important c'est que nous soyons de plus en plus nombreux à nous intéresser à ceux qui nous regardent et le gouvernement de la chose publique et le gouvernement de la chose commune qui est notre affaire. On sait bien qu'il y a une catégorie de citoyens que cela intéresse particulièrement, ce sont les élus et puis il y a nous qui devons nous mettre en marche pour se préoccuper de l'avenir de la politique. Nos amis vont se suivre pour s'exprimer sur la politique. Le premier est Franck Poupeau, qui est sociologue. Il a intitulé son intervention « Face aux politiques de dépolitisation ».

Franck Poupeau — Vous vous demandez pourquoi Ne Pas Plier est passé d'un festival qui durait trois jours à une soirée. On peut y voir un écho d'un certain air du temps au sens où tout le monde est un peu fatigué, un peu dans les urgences de ces luttes et il n'est pas aussi facile qu'à une époque de se mobiliser pendant trois jours. Il était peut-être plus intéressant de se regrouper sur un soir et de redynamiser les choses autrement.

Dans le dernier festival, les trois thèmes abordés tournaient autour de la mobilisation, des formes d'engagement, des réseaux d'engagement.

Il a été décidé de regrouper ces thèmes autour de la problématique relative à la mobilisation et aux façons de faire de la politique, en essayant de l'accentuer sur le niveau local. Aujourd'hui il y aurait une sorte de désengagement politique, une fatigue générale, une démoralisation, une démobilité, qui a sans doute des fondements.

Cette sorte de crise de désengagement qui est thématifiée aussi bien dans les discours savants que médiatiques est peut-être moins l'effet d'une véritable crise au sens où ce serait des changements de générations qui seraient moins intéressés, alors que des études sérieuses montrent au contraire qu'il y a des formes d'engagement différentes qui se mettent en place. L'hypothèse que j'aimerais soulever c'est que cette soi-disant crise du désengagement est peut-être moins une crise que l'effet d'une politique délibérée de dépolitisation, qui fait partie d'un ensemble de dispositifs pour démobilité et faire abandonner l'intérêt pour la chose publique.

Cette politique de dépolitisation a plusieurs facettes et j'en retiendrai deux. La première que je ne vais pas développer concerne toute la thématique selon laquelle il y aurait des lois économiques face auxquelles on ne peut rien faire, face auxquelles le politique est impuissant. L'autre dimension que j'aimerais explorer c'est que la dépolitisation ce n'est pas simplement dire que le politique n'a plus d'importance, n'a plus d'effet, c'est plutôt la mise en œuvre assez généralisée de mesures, de dispositifs destinés à détruire tous les collectifs par lesquels passe la politique généralement.

Dans cette destruction des collectifs, on peut citer, suite à la crise économique depuis une trentaine d'années, suite à la crise du mouvement ouvrier, on peut citer toutes les politiques de précarisation qui pèsent sur les salariés et qui rendent difficile toute mobilisation, non seulement parce qu'il y a un éclatement des structures politiques, que le patronat à l'ancienne a l'air de plus en plus abstrait, invisible, mais aussi parce que toutes les formes de regroupement des salariés sont de plus en plus difficiles et on privilégie des issues individuelles.

On reproche souvent aux sociologues d'être pessimistes. En même temps, dans ces phénomènes de précarisation émergent parfois un certain nombre de luttes. Je pense aux luttes des précaires dans les emplois de service qui sont les gens les moins disposés à se regrouper, à lutter, je pense aux grèves des Mac Do, Pizza Hut, etc. qui sont un exemple du fait qu'il y a parfois d'autres formes d'engagement qui se mettent en place.

Je vous renvoie à des articles qui vont paraître dans les Actes de la recherche en sciences sociales. Je cite volontairement cette revue pour dire que cela fait partie des luttes contre ces politiques de dépolitisation que de maintenir des productions intellectuelles autonomes en renouvelant les formes d'expression et d'entrer autrement dans les luttes pour la vision légitime du monde social et d'essayer d'imposer des changements dans les catégories de perception de ce monde social. C'est ce qu'ont su faire tous les [?] conservateurs depuis une quarantaine d'années, qui ont investi les médias, les universités, qui ont produit une vision du monde économique complètement fatalisante parce qu'ils ont su investir les instruments privés ou collectifs de production des visions du monde. Donc une petite lutte comme ça sur une revue est aussi une lutte politique bien que cela apparaisse comme des intérêts spécifiquement savants, mais cela fait partie de ces luttes sur lesquelles je reviendrais par la suite.

Je reviens à la thématique sur la destruction des collectifs par la précarisation, par des politiques de répressions syndicales extrêmement violentes. Et je vous renvoie à des publications que nous avons faites sur le syndicalisme américain, sa domestication avec des politiques répressives très dures. Les précaires eux-mêmes en France ont subi des répressions assez difficiles, d'ailleurs beaucoup de mobilisations se sont amplifiées par la suite parce que les délégués se sont fait licencier. Cela fait partie de ces instruments pour casser toute mise en forme collective. Deuxième élément, quand les syndicats ne sont pas détruits ou déstructurés, on peut quand même les acheter. Il y a l'institutionnalisation ou la domestication des structures autrefois revendicatives et qui est un facteur de démobilisation très fort. Il n'y a qu'à voir les effets des luttes pour les retraites avec les démissions syndicales qui ont accompagné ces luttes. Peut-être qu'une des plus grandes mobilisations des enseignants depuis une quarantaine d'années a débouché à peu près totale. Les raisons pour lesquelles ils se mobilisaient n'ont pas remporté et à la rentrée suivante, cela produit un effet de démobilisation très fort. On pourrait citer aussi la lutte des intermittents qui, même si elle

a été relayée par les médias, ne l'a pas été autant qu'il l'aurait fallu par les professions culturelles ce qui a produit une baisse de la mobilisation par la suite.

Toutes ces politiques à la fois de répression, de démobilité, de destruction de toutes les structures collectives de revendications ne font que souligner l'écart grandissant entre les professionnels de la politique ou les professionnels du militantisme permanents ou délégués et le reste des salariés et personnes en but aux diverses dominations sociales.

C'est dans cet écart croissant entre les professionnels de la politique et du militantisme et les autres qu'il faut chercher une explication de crise de désengagement. On peut faire l'hypothèse que ce qui est en crise, c'est peut-être moins l'engagement, moins la volonté de faire de la politique, que les formes d'expression de ces engagements, que la possibilité de pouvoir se retrouver dans un mouvement, dans des représentants qui portent les intérêts, les revendications.

Il y a tout un tas de discours à l'heure actuelle sur ces engagements, sur ces nouveaux militants qui seraient plus jeunes, qui sont bien souvent porteurs de capital culturel. Quand on pense aux gens qui sont dans l'émergence de toutes les coordinations depuis une vingtaine d'années, qui montrent qu'il y a une volonté de dépasser les structures traditionnelles de mobilisation et qui vont regrouper des gens, que ce soit chez les profs, les infirmières, de façon plus informelle.

Tout cela se comprend aujourd'hui dans un discours médiatico-sociologico-politique sous le terme d'individualisation. Aujourd'hui les engagements seraient plus individuels, les gens se dévoueraient pour chercher leur épanouissement, etc., comme si auparavant les causes collectives n'avaient pas de dimension individuelle.

Une des dimensions de cette lutte pour l'imposition de visions légitimes du monde social est de nuancer un peu cette théorie de l'engagement individuel pour retrouver du collectif. Ce sont tous ces discours sur l'individualisation des luttes, sur l'individualisation des engagements qui font écho à tout un tas de discours sur l'individualisation de la culture, des pratiques artistiques ou des consommations, etc. qui fait peut-être partie aussi de tout ce travail politique de démobilité, de renvoi dans le passé dépassé de toutes les formes collectives pour une sorte d'éloge un peu inconsidérée de l'individu, sur le culte de l'individu.

Je pense qu'il faut moins y voir des effets d'individuation et beaucoup plus une transformation des modes d'actions et, pour le coup, une crise des modes d'expressions, et un éclatement de tous les modes d'actions de tous les domaines de luttes.

Un des problèmes c'est que chacun a tendance à être enfermé dans ses luttes spécifiques, dans l'urgence de ces luttes et il manque effectivement des espaces de coordination, des espaces de communication, des espaces à la fois au sens physique mais aussi au sens de moments où l'on peut discuter, échanger un certain nombre d'expériences ou simplement d'affect

dans les luttes. Il y a sans doute les forums sociaux européens, mondiaux, et malheureusement vous l'avez vu à Évry, qui ressemblent plus à des marchés de la contestation qu'à de réelles formes de discussion. Il me semble que l'enjeu est de recréer de l'intellectuel collectif comme le disait Bourdieu car il faut arriver à relier toutes ces luttes qui sont moins des luttes individuelles que des luttes éclatées. Il faut arriver à faire communiquer les diverses expériences, chose qu'une personne seule ne peut pas faire et ce n'est pas un hasard si justement on promeut ce culte de l'individu ou de l'engagement individuel parce que les individus seuls, face à la domination généralisée auquel on assiste qui est symbolique, qui se situe depuis le niveau de l'imposition de catégorie de pensée jusqu'au niveau des formes de répression les plus brutales dans le domaine du travail, ces fils sont très difficiles à tenir ensemble. Il n'y a qu'un travail collectif qui puisse permettre de les re-tisser, de les re-mobiliser.

C'est sur cette dimension de l'intérêt collectif que j'aimerais terminer. Un des enjeux du débat est de voir à quelle échelle cela peut se situer. Bourdieu parlait des liaisons entre les chercheurs, les militants, les syndicalistes. On peut se dire aussi que ce type d'action collective peut s'enclencher à d'autres niveaux, peut-être moins abstraits, peut-être plus locaux. C'est peut-être une des tâches d'une discussion au niveau municipal que d'aborder la question de ces collaborations spécifiques et concrètes.

IL N'Y A PAS LA PLACE

Des lieux pour la démocratie — **André Benedetto**, auteur, acteur et metteur en scène

Raoul Sangla — Il nous reste à inventer bien des actions. Mais il y a déjà un lieu où nous nous sommes tous réunis ici grâce à Ne Pas Plier et c'est déjà un premier pas. Pour continuer les variations sur le thème de la politique, André Benedetto, auteur, acteur et metteur en scène et qui se réfugie généralement à Avignon. J'ai toujours envie de dire de lui que c'est un réveurlutionnaire. Il est difficile d'être révolutionnaire à l'époque où nous sommes et révolutionnaire au sens où on l'a longtemps entendu en politique, où on l'entend moins aujourd'hui où c'est presque de la grossièreté à table que de parler de révolution et de révolutionnaire, mais toi, je dirais que tu es plutôt un réveurlutionnaire pour te saluer au nom de la poésie. André Benedetto nous dit qu'il n'y a pas la place.

André Benedetto — J'ai appris le thème de mon intervention en recevant la fiche jaune. Généralement, je ne discute pas ni les thèmes ni les horaires ni les lieux. On me dit de faire à tel endroit, je viens et je fais. Alors j'ai réfléchi sur « Il n'y a pas la place ».

C'est vrai que l'on sent bien cette idée dans l'air du temps qu'il n'y a pas la place. De quelle place s'agit-il ? Peu importe. De la place pourquoi ? Pour tout, il y a du malaise. On court, on se démène, on a autre chose à faire et dans le fond, il n'y a pas la place et même, il n'y a plus la place. Tout s'est rétréci considérablement et je ne dis rien de l'augmentation des prix à cause de l'Euro. Le pouvoir d'achat se réduit, on l'a bien vu cet été. Par la force des choses, tout se rétrécit. Sur les tables des libraires, dans les bacs des disquaires, il n'y a pas de place pour les petits éditeurs de musique ou de littérature. Sur les écrans de cinéma, il n'y a pas de place pour les petits producteurs. Je pense qu'il y a au moins 180 pays, peut-être 200, dont on ne verra jamais aucun film, il n'y a pas la place, on a mieux à montrer, même à la télé sur une chaîne réputée qui préfère aujourd'hui les classiques américains, dont doivent raffoler ses habitués.

Envahi par les terrasses et les étales, l'espace de la ville s'amenuise. Dans toutes les villes, les bagnoles envahissent les trottoirs, les MJC disparaissent et avec elles des lieux d'échanges et de rencontres. En Amazonie, les forêts disparaissent au profit des déserts qui gagnent du terrain. En province, les terres cultivables reculent devant la construction des résidences secondaires. Ca se rétrécit partout. La télé même apprend à se passer de la fiction qui rétrécit elle aussi les rêves. Avec la télé réalité, l'aventure se réinvente parfois très loin. Et puis les compétitions d'un nouveau genre entre les êtres, les enquêtes sociales, les débats d'idées, les disputes philosophiques, les comparaisons d'expériences et avec ça, la fonction imaginative est réduite au rêve conforme de la réussite sociale.

Le silence se rétrécit aussi, se replie frileusement sur lui-même. Il y a de la musique partout mais vraiment partout, on ne s'entend plus parler, on ne

s'entend plus exister. Il n'y a pas de place pour le silence dans cette société, c'est un luxe suranné. Les libertés individuelles se réduisent sensiblement, vont se réduire très bientôt avec la nouvelle loi.

Il n'y a plus de place pour la liberté, les juges, les avocats et les spécialistes du droit sonnent l'alarme. Il est déjà trop tard, tout le monde s'en fout alors plus tard ne venons pas nous plaindre.

Plus de place pour l'éthique, autre chose à faire en haut lieu. Le terrorisme gagne partout du terrain. S'ils se mettent à respecter les droits élémentaires de l'Homme, s'ils ne jugent plus sans jugement, s'ils n'osent plus torturer, s'ils attendent d'avoir des preuves pour bombarder et le reste, ils n'ont plus qu'à se retirer, à abdiquer et perdre le peu qu'ils leur restent de démagogie participative.

Il n'y a pas de place, hélas. Il n'y a pas de temps non plus. Nous ne sommes plus dans le présent, mais dans l'attente de l'avenir, dans les prévisions, dans les projets. Il n'y a plus de temps. Il faut toujours tout anticiper et en même temps tout est prévu de ce qui doit être arrivé. On n'est plus dans le présent, mais quelque part avec un avenir à consommer, prédigéré comme si c'était du passé. Prendre le temps de vivre, c'est de la résistance et déjà de la rébellion.

Tout se réduit pour nous comme peau de chagrin. Avons-nous tant demandé à la vie, qu'elle se réduise pour nous à ce point? Avons-nous épuisé toutes nos ressources? Quand une personne n'a plus d'argent, on dit qu'elle est à bout de ressources, on devrait dire aussi qu'elle n'a plus de ressources, plus aucune ressource morale, mentale, psychique. De même qu'être en fin de droits, ça peut vouloir dire qu'on n'a plus de droits du tout, de droit à rien. Fin de droits, c'est une formule terrible, prononcée comme une sentence.

J'en étais là de mes réflexions quand soudain le téléphone: allô, je te dérange pas? Non. Il fait beau, il fait chaud, je t'écoute. Écho d'une conversation. Où sont les forces? Où sont nos forces? Ce sont-elles réduites? Ont-elles disparu, anéanties par le capitalisme? Où sont nos synergies, nos courants électriques intérieurs, notre jus, notre joie, notre jubilation, nos envies de chanter, de danser? On est encore tous là pourtant, il n'y a pas de morts en plus, mais tous sont mous, ils n'ont pas la couille, ils n'ont plus rien. Le sérieux gagne-t-il? Est-ce que ça se marre moins? Je ne sais pas. Faut-il faire un dernier effort pour sortir de cette torpeur? On ne peut tout de même pas décrire l'apocalypse actuelle dans laquelle nous sombrons inéluctablement et désespérer tout le monde par une peinture de la réalité telle qu'elle. Il y a de quoi se flinguer. Où sont les espaces de la fête, du jeu, de la contestation? Tout est encadré. Où pratiquer la culture expérimentale de la vie? Il n'y a plus de place pour l'espace, pour le temps, pour le silence, pour les rêves. Où sont les arguments pour la révolution? Laquelle? Auprès de qui? Le mot seul fait trembler. On se sent au fond d'une impasse. Le capitalisme a gagné, il a persuadé le monde qu'il n'y avait plus que lui de viable, tout le reste a foiré. Nous sommes orphelins d'un espoir, orphelins

d'une utopie. Faut-il trouver un remplaçant, une substitution, un autre père, une autre mère? Les effets de la mondialisation sont à la fois visibles, invisibles. Le noir, le désarroi, le désespoir se cache dans les bureaux de l'ANPE, des assistantes sociales. Quand on passe vite, on ne voit rien, si on ne fait pas un effort pour ouvrir les yeux. Où sont les pauvres, les démunis, les chômeurs, les précaires? Il faut chercher un peu pour découvrir les malheureux. La misère est dans ton dos, personne ne veut porter les habits du malheur, ça porte malheur. C'est vrai qu'il faut rester dans la légèreté, dans l'humour, dans l'amour, dans la tentative quotidienne de la subversion, chercher les failles, les fêlures, les ridicules, les incohérences. Chercher à déstabiliser ce qui paraît inébranlable. Mettre en porte-à-faux, pousser à la faute, pratiquer un renversement permanent de toute chose. C'est difficile, il n'y a pas un dictateur en face, il y a une armée de décideurs et aucun n'est responsable, c'est la faute à personne, on n'y peut rien.

Il faut peut-être reprendre toutes les analyses d'un autre point de vue. De toute façon, nous sommes là pour débattre, pour recueillir les témoignages, les idées, les suggestions et puis pour publier ensuite. C'est comme un corps qui n'est pas tout à fait malade, mais ça démange ici et là, entre les doigts de pied, un peu l'estomac ou le ventre, le rhumatisme, chez un autre les acouphènes. Bref, il n'y a pas la place pour la santé, il n'y a pas la place pour rien. Il y a encore la place pour se réunir et pour discuter aujourd'hui, pour faire la fête ici même, la fête à froid pour voir un peu s'il y a encore de la joie possible, des ressources enfouies profondément qui ne demandent qu'à émerger. On a tous un petit être à l'intérieur qui attend depuis toujours de naître, de venir à l'existence et de prendre son envol pour de nouvelles aventures. Il apparaît sur la langue et il se libère, aide-le à prendre son envol, à resplendir.

Le combat peut être une fête, disait Borges. Eh bien que le combat soit une fête.

ET SI L'ON EMPÊCHAIT LES RICHES DE S'INSTRUIRE PLUS VITE QUE LES PAUVRES ?

Éducation populaire, désirs révolutionnaires — **Franck Lepage**, chercheur indépendant

Raoul Sangla — Franck Lepage est un chercheur indépendant. Je me demandais pourquoi et tout d'un coup, j'ai compris parce que pour s'autoriser à avoir un titre du genre « Et si l'on empêchait les riches de s'instruire plus vite que les pauvres », il faut vraiment être indépendant.

Franck Lepage — Le capitaliste a gagné, on a perdu, c'est le triomphe du marché. C'est le néolibéralisme partout maintenant, y a même plus l'Union Soviétique et la Chine va vers le capitalisme et c'est Fabius qui rassemble les forces de Gauche.

La Gauche c'est même plus la Gauche depuis Mitterrand et 81, il ne voulait même pas changer le capitalisme et le mec qui négocie, la privatisation, Pascal Lamy, c'est un socialiste. C'est vachement difficile à comprendre.

Et quand on veut voter pour l'extrême gauche, ça fait venir l'extrême droite et après on vote Chirac. Alors faut voter quoi? Mais les gens, ils sont de plus individualistes, ils veulent plus faire de révolution, ils veulent s'acheter des caméras DVD.

La décentralisation, c'est même pas démocratique. Alors maintenant quand on a une association, si le maire n'est pas content, il ne nous donnera pas de subventions alors on peut plus faire de démocratie sinon, on n'a plus de sous, on n'a plus le droit de faire du contre-pouvoir.

Et puis quand les jeunes, ils font des conneries alors le maire il dit que les travailleurs sociaux, ils ne font pas leur travail. Alors les travailleurs sociaux, ils disent c'est les enseignants qui ne font pas leur boulot et les enseignants, ils disent c'est les parents qui ne font pas leur travail et les parents, ils disent que la mairie, elle ne fait pas son travail.

Et puis l'école, elle n'est pas démocratique alors même quand on est enseignant, on fait de la sélection, même qu'on voudrait de l'égalité, ça ne fait quand même toujours pas de l'égalité et on ne sait pas comment il faut faire.

Vous avez compris, j'espère que votre petit intermède vous a distrait. Pour ceux qui ne me connaissent pas je suis le professeur de théâtre de cet institut d'études et de pratiques de la révolution. Mais ce n'est pas en tant que votre professeur de théâtre que je suis ici aujourd'hui, c'est en tant que surveillant de l'épreuve que vous allez passer maintenant. Vous êtes en train de passer votre diplôme de dernière année, votre diplôme de transformation sociale et d'éducation populaire. Je serai assez sévère pour une fois. Je m'excuse, mais vous allez passer un devoir sur table de 4 heures et vous n'avez pas le droit de prendre le moindre document. Le brouillon vous sera distribué, quand vous aurez besoin de brouillon, vous lèverez la main et c'est moi qui vous en apporterai. Je vous rappelle que vous n'avez pas le droit de sortir pendant la première heure. Ceux qui avaient un besoin

pressant, c'est trop tard, il fallait y aller avant. Dans quatre heures piles, je vous préviens que je demanderai de poser les stylos ou plutôt de les lever en l'air et si j'en vois un qui continue à écrire, ça sera l'élimination pure et simple.

Je vais vous lire les cinq sujets que vous aurez à traiter maintenant. Vos copies sont anonymes, vous cacherez votre nom avec le petit rabattant autocollant. Vous avez normalement un espace libre entre vous. Vous n'avez pas le droit de parler à aucun moment. Bref, les conditions normales d'un examen. Je vous rappelle que si tout se passe bien, cette épreuve étant coefficient 6, vous sortirez de là avec votre diplôme de révolutionnaire et de transformateur social puisque ça fait trois ans maintenant que vous suivez les cours de cet institut.

Alors vous devrez choisir entre cinq sujets que je vais lire et commenter pour vous.

Le sujet numéro 1, je suppose que vous avez tous suivi le cours de Mademoiselle Chapoutier sur l'éminence révolutionnaire cette année. Le sujet numéro 1 : Le 13 juillet 1789 personne n'était tout simplement foutu d'imaginer qu'une petite manifestation de merde contre une prison minable avec trois gardiens et aucun prisonnier qui allait donner la plus grande révolution, non seulement française, mais mondiale. Le 21 mars 1968 personne ne pouvait soupçonner qu'un petit chahut, pour avoir le droit d'aller voir les filles dans les dortoirs de Nanterre, allait donner la révolution de 68 en France. Votre sujet consiste donc à considérer que vous êtes à la veille du 25 septembre 2004, date qui fera date dans l'Histoire, date de la Révolution française suivante et révolution mondiale et donc le sujet est le suivant : À partir d'une manifestation de l'APEIS, cette petite organisation de chômeurs qui aura lieu demain et qui va dégénérer, vous avez 4 heures pour imaginer l'enchaînement des faits et des circonstances qui aboutira à une révolution. C'est un sujet d'imagination, mais faites attention, vous devez être extraordinairement précis sur les convergences que vous proposez. C'est un sujet qui n'est pas aussi facile qu'il y semble.

Le sujet numéro 2. Vous savez suivi le cours de Mademoiselle Choupard sur l'aliénation éducative dans l'école de la bourgeoisie. C'est un sujet qui ne pose pas de problèmes, je crois. Vous savez tous que l'école en France est une école qui ne fabrique absolument plus d'égalité des savoirs, ça fait d'ailleurs 200 ans qu'elle n'en fabrique pas. Il aurait pour cela fallu non pas adopter le Plan de Condorcet mais celui de Le Pelletier de Saint-Fargeau qui proposait effectivement d'empêcher les riches de s'instruire plus vite que les pauvres, c'est-à-dire qu'il proposait tout simplement d'interdire et d'empêcher l'évaluation des élèves au profit d'une évaluation collective. Vous devrez traiter la façon dont vous envisagez, dans votre futur métier d'agitateur révolutionnaire, de convaincre des enseignants, des professeurs, des élèves et des simples citoyens de se débarrasser au choix, alors c'est

un sujet à option, de mettre fin aux dérogations à la carte scolaire. Vous connaissez tous le système. Nous avons en France un système absolument merveilleux qui interdit que l'on choisisse où mettre son enfant, il est absolument évident que dès qu'on peut obtenir une dérogation pour que Marie-Cécile n'aille pas dans le lycée de Karim mais qu'elle aille en centre-ville à Charles Péguy et non pas à Nelson Mandela, c'est-à-dire quand tout est fait pour qu'on ne fréquente aucun Arabe ni aucun prolétaire, l'égalité en prend un coup. Si vous prenez la question de la carte scolaire, vous devrez, pendant les quatre heures qui vous sont imparties, expliquer comment vous allez vous y prendre pour faire en sorte que, dans votre localité ou votre département, il soit mis fin de façon absolue à toute possible dérogation à la carte scolaire. Je rappelle que dans le 93, Seine-Saint-Denis, les taux de dérogation à la carte scolaire avoisinent dans certaines communes les 50 % des effectifs. Pareil pour la question des programmes, vous devrez essayer de convaincre un aréopage d'enseignants, de professeurs, d'élèves, etc. de mettre fin au système des programmes ou en tout cas de convaincre les enseignants de prendre beaucoup de liberté dans l'application des programmes. Le troisième sujet concerne la suppression des notations individuelles et de cet abominable système qu'on appelle aujourd'hui l'évaluation des compétences pour revenir à une évaluation collective. Pour ceux qui prennent ce sujet, je leur souhaite bien du courage.

Le sujet numéro trois: Participation piège à con. Je ne suis pas le directeur de cet institut, sans quoi je veillerais à ce que mes enseignants aient des titres un peu moins fleuris. Néanmoins je n'ai pas à me prononcer là-dessus. Participation piège à con. Donc si vous prenez ce sujet, vous expliquerez en quatre heures comment vous envisagez dans une commune de prendre à la lettre l'injonction ministérielle de participation des habitants pour faire vraiment de la participation. Là, je ne dévoile pas le sujet, nous sommes en train de commenter, donc de proposer à des habitants de travailler non pas sur la couleur des boîtes à lettres ou sur le manque des ralentisseurs qu'ils veulent avoir dans la rue, mais sur le budget de la municipalité, sur les choix du maire, sur les politiques de peuplement de l'OPHLM en matière de ghetto, sur les choix d'équipements culturels tous plus ridicules les uns que les autres, sur le choix d'implantation des grandes surfaces, bref sur de la vraie participation. Je vous rappelle que vous devez expliquer comment vous allez vous y prendre pour faire de la participation alors que tout le monde la réclame et qu'il y a d'énormes budgets pour cela, notamment au Ministère de la Ville.

Le sujet numéro 4: Langage positif, effet négatif. C'est un sujet sur le langage. Le cours de Mademoiselle Choupart «Langage positif, langage de merde» n'a plus de secret pour vous. Vous devrez expliquer comment vous envisagez de convaincre les associations d'une ville de sortir de la logique obscène des projets, des contrats, du développement, du lien social.

Bref votre problème, tel que vous devez le traiter, consiste à convaincre comment vous allez réussir à faire en sorte que des associations se mettent dans une ville à refuser collectivement de travailler par projet. Je vous conseille d'être convainçants, ça n'est pas un sujet si facile.

Enfin le sujet numéro 5, sans surprise si vous avez suivi le cours de Madame Lemercier, le sujet numéro 5 concerne la culture et le Ministère de la Culture. Écoutez, vraiment, c'est le sujet le plus facile, ça fait trois ans maintenant dans cet institut que vous apprenez la façon dont le Ministère de la Culture, ce qu'on appelle la culture dans ce pays, est le facteur principal de dépolitisation et bien votre sujet consiste tout simplement à expliquer de quelle manière vous allez convaincre dorénavant le Ministère de la Culture ou toute administration culturelle de s'engager dans une démarche politique et non pas d'effacer du politique au nom de l'Art. Voilà, vous avez quatre heures.

Je vous souhaite du courage, je ramasse les feuilles dans quatre heures.

MA VILLE EST UN MONDE

Cultures du quotidien, luttes urbaines — Jean-Pierre Grunfeld, Gérard Paris-Clavel

Raoul Sangla — Jean-Pierre Grunfeld sémiologue urbain et Gérard Paris-Clavel graphiste, à l'aide d'une projection, vont s'exprimer sur « Ma ville est un monde, culture du quotidien, luttes urbaines ».

Gérard Paris-Clavel — On voudrait explorer les endroits d'où l'on parle, c'est-à-dire principalement la ville et d'essayer de faire un petit parcours sur les signes présents dans cette ville qu'on subit tout le temps, c'est-à-dire les formes d'une culture capitaliste, les films de la marchandise et voir comment ils rayonnent. Ils sont omniprésents, entretenus et diffusent une idéologie permanente qui est quasi invisible tellement elle est présente et voir comment la présence et l'omniprésence de ces signes ne s'affrontent à rien par rapport aux signes publics des villes, des municipalités, des associations, des institutions qui, elles, sont la plupart du temps dans un abandon total et de propositions. Quand on parle de désespoir, on est environné des signes du désespoir par les contradictions qu'elles soulèvent et en essayant de montrer un peu cette opposition. Ensuite de voir quelles sont les perspectives par rapport au peu de moyens qu'il peut y avoir et quelles sont les énergies qui peuvent s'opposer à toutes ces manipulations et voir si enfin il y a des espoirs, des plaisirs, des jubilations à mener des luttes.

Jean-Pierre Grunfeld — Nous avons appelé cela « le droit du rêve ». On voulait reprendre le programme jamais réalisé d'Henri Lefèvre sur le droit à la ville. Il me semble qu'aujourd'hui il faut être encore plus exigeant que cela parce que les choses ont évolué. Les interventions précédentes vous ont dit avec quel optimisme on pouvait considérer ces évolutions. On pense que, à l'instar de Luc Carton, les conflits qui existaient dans le monde du travail se sont largement déplacés dans l'urbanité, dans le monde de la ville, en tout cas dans le monde de la ville occidentale, de la ville de l'hémisphère Nord, de la ville riche, sous le terme de « ville » les grandes agglomérations qui sont en train de se développer présentent d'autres phénomènes d'autres natures. Notre intervention aura lieu en trois parties. D'une part, nous pensons que c'est dans la ville que se développe et s'affronte de plus en plus fortement et de plus en plus violemment les luttes entre dominant et dominés et à travers des quotidiennetés et des responsabilités sur le pouvoir des espaces, de la production des espaces et sur l'appropriation, les possibilités ou les impossibilités d'appropriation dans cet espace dit « public », qui est l'espace originel et original de la démocratie et qui, de plus en plus, est transformé lui-même selon des processus qui ont été évoqués précédemment, lui-même en marchandises. Au sein de cet espace devenu marchandise, le corps lui-même, l'expression du corps, les images du corps comme des éléments de marchandise. Une chose aussi simple que celle-ci : ce potelet d'autobus en région parisienne fait face à une cité dans

laquelle il y a 3 000 habitants. Cet abri bus dessiné par Sir Norman Foster pour Monsieur Decaux, les responsables Decaux n'ont pas le droit de vendre cet abri bus dans la commune, abrite d'autres vies, d'autres usages. Ce qui relie éventuellement ces systèmes de la quotidienneté pour isoler ce petit système de la quotidienneté et qui concerne des dizaines de milliers ou de millions de citoyens, c'est la publicité. C'est l'omniprésence publicitaire dans ce système qui est lui-même mis en place pour des raisons marchandes. Le dialogue d'origine entre collectivités locales et l'industriel, c'est : comme vous n'investissez, vous, collectivités locales, pour mettre à l'abri les gens qui prennent les transports collectifs...

Une anecdote personnelle : une de mes premières interventions professionnelles a eu lieu à Marseille où tous les abris bus étaient placés sur la corniche face au mistral et cela crée des vents tourbillonnants et il était plus agréable d'être en dehors de l'abribus.

Gérard — Ces panneaux publicitaires ne vendent pas que des produits, ils vendent de l'idéologie, des modèles et ces modèles sont particulièrement crédibles. Quand on voit « Informations municipales au dos », cela veut dire que le côté réservé à l'information publique crédite, pour ce panneau, une vérité de l'information. C'est donc une double supercherie et une caution de la municipalité à la marchandise.

Jean-Pierre — Les publicitaires sont si conscients de l'importance de cet enjeu de la mise en marchandise de l'espace public et de la présence de leur espace que cela s'appelle « acheter l'espace ». Il y a des centrales d'achat d'espaces qui vendent de l'espace et cet espace est tellement vendu que c'est le seul espace médiatique, le seul espace publicitaire auquel on ne puisse pas échapper. Ce sont eux-mêmes qui le disent au cours d'une campagne : on ne peut pas zapper. Ils le disent des fois avec beaucoup d'élégance publicitaire et il est impossible au cours de ce spot permanent qui envahit l'espace public de pouvoir s'en extraire. Cet espace public amène donc des images et les images de la consommation conforme, du bonheur conforme et du corps conforme au sein même des lieux où il est le plus inaccessible. Et il y a là, pour prendre un terme à Pierre Bourdieu, des violences symboliques d'une telle intensité qu'elles appellent des violences en retour.

Gérard — Par exemple, l'homme est à part et la femme est présente d'une manière assez forte et elle est marquée. Là, elle apparaît comme produit. De même on va s'apercevoir que l'information sur les musées est elle-même devenue produit.

Jean-Pierre — On avait là une institution qui s'appelait il y a quelques années la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, ce qui est une abomination, cela ne fait pas vendre. On l'a appelé MONUM. L'abdication des pouvoirs publics devant ce dictat de la pensée conforme

publicitaire met des étiquettes à ce patrimoine, on y met des étiquettes comme on met des étiquettes sur les corps pour vendre des bulles. Ce corps conforme est conforme pour acheter de la lingerie. Par contre quand il s'agit du travail, il en va bien autrement. Lorsqu'il s'agit du travail précaire, il en va encore autrement. Il y a là une série de violences.

Gérard — Il est intéressant d'opposer à cette violence un peu de paroles. Les deux textes qui sont là sont des textes recueillis au Cyber CRIPS à la Tour Montparnasse. Le CRIPS est une association qui travaille sur les problèmes sida, drogue, dépendance, etc. et qui accueille beaucoup de jeunes. On voit bien ensuite comment ces violences symboliques suscitent un découragement. Quand ces jeunes filles disent : « parler ne sert à rien, fermer la bouche c'est mieux comme ça, il n'y a pas de problèmes, que ce soit viol, violence, agression, insultes, etc. ». « Chut c'est mieux ». Ce sont des signes qui sont un renoncement total face à l'idée dominante qu'on va voir surtout chez les garçons. Je lis le texte : « Il y en a marre des meufs qui s'habillent comme des putes et après qui vont pleurer si elles se font baiser et jeter comme des merdes ». Ces vulgarités sont omniprésentes dans les déclarations que l'on recueille dans les paroles. Il est évident que dans un environnement aussi agressif au plan des modèles, alors qu'il n'y a pas les moyens ni de consommer des produits, ni d'avoir des relations de qualité entre les personnes, cela conduit à toutes ces agressions, ces refoulements que l'on va voir traduits après sur ces termes. On va retrouver après la même misère de ces appels dans d'autres revendications.

Jean-Pierre — C'est probablement un des effets les plus pervers de cette obscénité entre l'opulence des signes déployés dans l'espace public pour un certain type de consommation, un certain type de modèle, un certain type de conformisme et, bien entendu, la pauvreté et la misère des signes qui accompagnent un certain nombre de situations qui, elles, sont les situations les plus riches. La dignité même des situations ne trouve pas preneur, ne trouve pas d'écho auprès d'un certain nombre de professionnels, de savants, sachant qu'ils pourraient se mettre au service de ces dignités. Par contre lorsqu'il s'agit d'un certain mode culturel, pour ceux qui n'ont pas vu l'histoire de cette image, l'histoire scandaleuse de cette image du pré-programme du festival d'Avignon cette année, il a été jugé qu'il était probablement drôle de faire appel à une SDF, avec des professionnels qui ont trouvé intéressant de dire qu'ils l'avaient payée autant qu'un modèle et ils l'ont marquée. Cela a quand même soulevé quelques réprobations. Mais l'obscénité publicitaire peut être aussi celle qui, sous l'égide d'un Président-directeur Général de la Société Nationale des Chemins de Fer français, l'ancien directeur de Cabinet d'un Ministre de la République, est capable de laisser les publicitaires sortir ce type d'image, ce type d'icône, qui est en explicite ou implicite, inconsciente ou non consciente, en tout cas absolument [?] à cette image du siècle.

Face à cet envahissement de la marchandise, à cette mise en marchandise de l'espace lui-même et des signes au sein de cet espace, à quelle société nous ren- voient les formes de l'expression publique? Les pouvoirs politiques, les pouvoirs politiques les plus proches, les pouvoirs politiques municipaux, quelle stratégie ou quelle tactique emploient-ils face à ce système? Ce que l'on peut constater dans nos multiples enquêtes que nous conduisons séparément ou ensemble, Gérard et moi, c'est à quel point là encore les signes viennent surcharger ces différences et ces violences. À quelques centaines de mètres, il y a surcharge de la qualité de l'entretien là où il y a consommation, surcharge et qualité de l'objet et des signes et il y a misère des signes quelque part ailleurs.

Il y a la manière d'utiliser l'espace public et de vendre l'espace public, là encore, de manière compétente, consciente, inconsciente. Lorsqu'une entrée de ville se résume à ces proportions entre les images de la marchandise et les signes d'usage, les signes publics, lorsqu'il y a même détournement de la loi puisque cette publicité, le plan est au dos. On pourrait penser qu'à l'entrée d'une ville, il y a peut-être pour la municipalité d'autres propositions signalétiques à faire. Or comme la signalétique est interdite, l'épicier utilise, avec l'accord de la municipalité, la face publicitaire pour détourner la réglementation et faire de la signalétique. Voilà pendant ce temps-là comment la culture, comment le centre de quartier reçoit son architecture, ses signes, ses objets.

On en vient à ce type de misère qui fait qu'on sait qu'un lieu est pauvre parce qu'il y a une série d'accumulations des signes de la pauvreté. On voit bien que les menhirs sont là pour empêcher les rodéos. Toutes les stratégies d'évitement des menhirs existent, mais les menhirs sont là tous les jours pour gêner les poussettes des enfants. Il y a quelque chose aussi qui est de l'ordre du compte rendu de mandat. Lorsque les services d'enlèvement des ordures ou du traitement des déchets mettent au pied du relais mairie les instruments qui sont les leurs, lorsque l'incohérence des espaces des signes et des objets arrive à rendre de si mauvais services. Heureusement il y a les lapsus. Ce à quoi nous croyons et que nous faisons chacun à notre manière, Gérard et moi, c'est d'exercer sans cesse nos regards ou de tourner le regard de nos interlocuteurs vers ce qu'ils ne voient pas, ce pour quoi ils n'ont pas été forcément alphabétisés, qu'ils sortent de l'ENA ou d'autres écoles du pouvoir technique ou du pouvoir politique. Il y a la possibilité à tout moment qu'un tout petit signe de transgression, une toute petite gratuité dans toutes ses fonctionnalités et dans toute cette mise en marchandise arrive à provoquer d'autres manières de voir.

Se pose bien entendu la question qui est traitée au niveau municipal, celle des espaces, celle des espaces occupés par des formes d'expression quand il n'y a plus de place. À peu près dans toutes les collectivités locales, vous trouvez aujourd'hui deux services. En gros le service culture qui organise régulièrement des expositions sur ces formes de cultures urbaines, les nouvelles cultures urbaines, et puis le service très coûteux d'enlèvement à

la pression de ces choses abominables. Il y a même des négociations entre le panneau d'affichage et ce morceau de mur qui est concédé dans des circonstances dramatiques.

Gérard — C'est un panneau concédé pour un jeune qui voulait exprimer la douleur à la suite de mort d'un ami d'une overdose. La ville prête un espace pour cette expression sans peut-être mesurer comment au fil des années la présence des émotions provoquées peut avoir des effets autres que seulement le souvenir.

Jean-Pierre — Pendant ce temps-là au centre de Paris d'autres choses se déploient avec d'autres moyens et d'autres qualités formelles. L'histoire de la ville, nous considérons les villes comme des systèmes qui abritent l'histoire, qui abritent des histoires et qui, précisément, abritent autre chose que le fait divers. Un certain nombre de villes font partie des réseaux dits de «villes et pays d'Art et d'Histoire». La manière de traiter l'histoire, la manière de signifier l'histoire, la manière de raconter l'histoire, elle-même entre dans un autre type de misère qui est celui du mobilier urbain. Le même industriel ayant rencontré un autre grand designer qui s'est mis à raconter à sa manière l'histoire de Paris, que ce soit lisible, pas lisible, que la forme de l'appel évoque celle de la rame, cela importe peu, cela se vend. Cela se vend même si bien que cela se vend à l'international puisque c'est de la marchandise et qu'on peut raconter avec ce système l'histoire de Paris comme l'histoire de Lisbonne, l'histoire de Venise comme l'histoire d'autres villes. Ce qui fait que lorsqu'on se retrouve à Porto dans un petit endroit où la mémoire est encore vive quant à l'arrivée des troupes françaises de Napoléon qui ont provoqué une telle panique que 200 personnes se sont précipitées, par bousculade et panique sur le pont, dans le fleuve. Ceci est encore vif, les bougies sont encore allumées, les fleurs sont régulièrement renouvelées et ce morceau de pelle vient faire de l'histoire. Toujours au même endroit dans cette mondialisation de la marchandise puisqu'il y a marchandise, il y a bien entendu globalisation de la marchandise dans une place du XVIIIe siècle, toujours à Lisbonne, mais vous pouvez trouver cela dans d'autres espaces, y compris à Paris. Vous entrez, après avoir payé votre billet de transport collectif, à l'intérieur d'une bouteille et vous voyez le monde du fond du cul d'une bouteille de Coca-Cola.

C'est ainsi que se créent des espaces périphériques, qui sont des espaces subalternes et dits subalternes. Simplement l'énoncé «Marie annexe» comme si dans une mairie, un mariage pouvait être annexe, une naissance était annexe, un acte civil était annexe. Et puis les lettres tombent et quand les lettres tombent, là aussi certains lapsus sont quelquefois enchanteurs ou obscènes dans le bon goût dans l'attribution ou dans la place, là encore consciente ou inconsciente, donnée à la direction de la culture. C'est quand même une ville de 80 000 habitants. Ici, nous ne sommes pas très loin d'André Benedetto, c'est la maison de la culture d'Avignon. Nous

sommes à quelques centaines de mètres hors des murs, bien entendu, la culture se met hors des murs, ce qui se vend se met à l'intérieur et la culture se met hors les murs. Pendant ce temps-là, il se trouve que c'est fermé parce qu'il n'y a pas les crédits, les machines à l'intérieur qui sont nombreuses et richement informatiques sont fermées, mais il y a la culture qui fait jeune.

Il y a une responsabilité des signes, on peut en parler et on doit en parler et avec l'humour et avec tous les modes badins possibles. Il y a quelque chose qui fait que, pour faire dans le grandiloquent, une conquête, il paraît que c'est une conquête la Sécurité Sociale, lorsque les signes commencent un peu à se dégrader, quand les signes commencent un peu à tomber, il faut peut-être se poser les questions sur la réalité ou sur la dégradation même de cette institution.

L'espace de la ville c'est aussi un espace des figurations du corps, mais d'autres types de figurations qui sont les pictogrammes. Là, on a le corps traduit par un certain nombre d'ingénieurs. Vous voyez avec quelle joie, on va vers l'Hôtel de Ville mais le commissariat de police, c'est nettement plus marrant, le Palais des Sports aussi, mais, bien entendu, il y a des lieux qui sont encore plus drôles c'est pour aller à l'Agence Nationale Pour l'Emploi. Comme la drôlerie est ici sans limite, on a récemment créé un logo et c'est un logo qui marche bien, il y a des clients.

Il y a aussi les quotidiennetés et les proximités. Ce travail sur les proximités et l'abandon de ce travail sur les proximités est quelque chose dont on va voir à quel point il laisse des espaces, des interstices. C'est vrai aussi pour les plus grandes institutions. La SNCF est capable de laisser les choses dans cet état. Quand Kafka et Courteline se rencontrent dans un espace public, les choses commencent à être intéressantes.

Ces espaces concédés, ici, nous sommes dans une ville où les choses étaient un peu plus importantes ou un peu plus tendues qu'à d'autres moments. Gérard et moi, nous faisons une enquête à Calais, c'est le moment où l'usine LU, dont on a vu que maintenant elle était pleine de télé serveurs, vous savez les gens qui ne savent rien faire mais qui répondent au téléphone et il y en a plein. Ils remplacent donc les gens de cette usine. L'information municipale est au dos, sinon qu'elle est blanche et l'espace des luttes est limité par le diamètre du poteau.

De la même manière, vous savez à quel point on célèbre cette année le musée de la Résistance nationale, mais à l'entrée de la ville qui l'abrite, on voit bien quelle est son importance par rapport à d'autres types de nourriture. C'est notre bon vieux camarade Matis qui disait qu'un kilo de rouge, c'était dix fois moins rouge que dix kilos de rouge. Néanmoins nous pensons et nous agissons et nous croyons de manière entêtée et constante que, face à ce rouleau compresseur, face à ces éléments de masse, les interventions politiques et les interventions d'éducation populaire sont possibles. Elles sont possibles dans la réoccupation avec un certain type de qualité de l'espace de la rue. La manière aujourd'hui d'occuper la rue à certains moments ne doit plus être la même que ce qu'elle a pu être à d'autres

moments. Il n'y a pas de fatalité à ce que les signes qui occupent provisoirement à certains moments la rue soient des signes pauvres. Les richesses de situations peuvent entraîner une qualité et doivent entraîner une qualité des signes, une qualité d'occupation de l'espace.

Gérard — L'intérêt d'occuper l'espace avec des images, comme le dit le philosophe Marie-José Manzin, c'est que ça favorise les rencontres et que ces images génèrent des paroles entre les gens. Ce sont aussi des outils pour que les gens puissent se rencontrer et avoir le désir de parler entre eux, c'est-à-dire de recréer du collectif. Ça peut-être une initiative individuelle dans un quartier qui prendra un effet, dans la mesure où il y aura l'idée d'un rythme et il y aura quelqu'un qui aura suffisamment de plaisir pour l'organiser dans la durée. C'est-à-dire qu'on prenne ce temps d'échanges, ce temps de propositions, non pas dans la quantité comme le font les publicitaires ou les marchands, c'est-à-dire qui regroupent des forces de manière quantitative, ce qui occulte toute la présence d'autres forces. Le danger de ces schémas symboliques, ce n'est pas tellement la qualité de leurs messages, c'est l'omniprésence et la quantité qui interdit à toutes autres personnes d'apparaître si on n'a pas des formes plus inventives. Si, en plus, on se sert de leurs formes, de leurs supports pour porter un message progressiste, il y a une récupération de fait. Là, ce sont des interstices, des espaces inoccupés qui peuvent l'être à un moment par n'importe quel citoyen pour pouvoir prendre la parole en prenant l'image.

Ces paroles, ces tentatives peuvent être relayées par des municipalités dans la mesure où il y a des moyens de mettre des formes un peu plus élaborées, en tout cas dans des quantités différentes, dans les villes. Mais je pense que c'est d'abord sur la base des expériences des personnes qu'on peut donner le désir, là aussi, à des personnes, des institutions de prendre ces risques par exemple de poser le problème de la ville heureuse dans des endroits où il n'y a pas que du bonheur.

De même dans le quartier du centre-ville, un journal de quartier qui permet de faire apparaître des personnes que l'on voit rarement publier. On s'aperçoit que ces jeunes gens du quartier, ils ont un point de vue politique sur les élections. On s'aperçoit qu'on peut parler politique avec eux, sous réserve de les interroger.

De même des formes plus poétiques de présence peuvent donner d'autres désirs, l'idée étant d'essayer de provoquer le désir de la parole, que les personnes puissent faire leur propre offre culturelle publiquement. On voit que quand les formes peuvent avoir un minimum de qualité ou d'appétence, elles peuvent se trouver dans la ville centre. La même forme peut avoir son intérêt, il n'y a pas de malédiction aux formes de la ville périphérique. On peut imaginer que ces formes puissent amener le désir de travailler la mémoire. On pense que dans les interstices redonner de l'origine aux choses, les conditions historiques et sociales qui fondent les choses, c'est Rickert, je crois, qui dit que l'utopie se construit sur la mémoire des choses

qui ne sont pas encore réalisées. Or on voit bien comment tout le grand battage médiatique vise à occulter toute mémoire. Là, il s'agit de choses plus européennes. Là, c'est en Espagne où avec des amis de l'APEIS, on est allés faire un travail de soutien avec des sans papiers et un musée. Il y a des constructions de choses qui paraîtraient impossibles et qui peuvent se faire et qui créent des rencontres, qui créent des forces, qui créent du collectif. Là aussi, il peut y avoir des distributions, comme ici, l'apéritif culturel avec tous nos autocollants. Ces images n'ont pas comme désir d'imposer leurs mots d'ordre, mais simplement ça donne le désir après de le partager avec quelqu'un d'autre. Ça donne le désir, encore une fois, d'avoir un petit objet de circonstance qui peut donner le plaisir de porter sa propre parole avec un autre. Là, il y a quelque chose plutôt d'un chef-d'œuvre architectural, il s'agit de la rénovation du centre-ville d'Évry qui a été fait par René Gallouistet et Jean Renaudie et on voit bien comment, dans un petit repas sympathique de quartier de copains, à partir de la défense de ce projet qui est menacé, on voit bien comment la ville est heureuse. Simplement les circonstances ne sont pas prises de manière à ce que ce bonheur se réalise.

OH ! QUEL BEAU CACA !

Pouvoir, argent et régression — **André Benedetto**

Raul Sangla — André Benedetto va conclure avec son intervention intitulée « Oh ! quel beau caca ! ».

André Benedetto — Oui, je viens d'acheter des couches, mais mon enfant, moi, mon bébé, c'est un adulte. C'est trop beau, c'est trop touchant, je vous explique. Pour le faire redevenir innocent comme un enfant, je m'en occupe. C'est un gros riche. Il voulait toujours accumuler et gagner toujours plus, il ne pensait qu'à entasser. Ce n'est pas humain. Tout ça parce que c'est un chef, c'est un riche et les riches et les chefs, ils ont toujours peur de tout. Ils croient qu'ils vont se protéger en accumulant pour ne jamais manquer de rien, mais c'est eux-mêmes qui sont en manque. C'est d'eux-mêmes qui sont en manque. Ils se sont perdus un jour et à cause d'eux tout va mal pour eux. Ils ne savent pas profiter de la vie, ils font souffrir tout le monde.

Tout ça, c'est une question de caca. Sa maman à ce gros patron, lorsqu'il était petit, elle n'a sans doute pas voulu admirer le caca qu'il venait de faire et qu'il lui présentait fièrement dans son pot. Au lieu de lui dire : « ah mon chéri, c'est très bien, oh ! quel beau caca tu as fait ! ». Elle s'est mise en colère, lui a fait reproche d'exhiber cette puanteur au nez de tout le monde, des amis de la famille. Alors lui, traumatisé dans l'inconscient et pour la vie, une fois devenu grand, pour prouver qu'il était vraiment quelqu'un qui méritait qu'on s'intéresse à son caca, il s'est mis à accumuler l'or, l'argent, les actions, les stocks options, les pollutions où il est le champion, les réussites. Il a mis son caca partout. Les gros patrons, les grands dirigeants, si leur maman avait admiré leur caca quand ils étaient petits, ils seraient devenus des gens simples et heureux et pas des banquiers spéculateurs, affairistes et mafieux, des chefs mégalomanes, des gros patrons sur des talons aiguilles. Prenez les chefs d'État et de gouvernement, ça se voit sur leur visage que leur caca les préoccupe.

Alors, nous, celui-là, on l'a pris avec nous et on le fait repartir à zéro. On l'arrache peu à peu en douceur à ses démons. On lui redonne confiance en lui-même profondément. On le dorlote, on lui raconte des histoires de fée, on lui chante de comptines. On l'a changé, on l'a langé comme un bébé et maintenant on admire son caca quand il l'apporte, car on sait l'importance psychique fondamentale. Et ça marche, il a réappris à sourire. Quand il a assez mangé, il s'arrête, il ne se remplit plus ni les joues ni les poches. Il a réappris à sourire. Oui, il sourit, il joue, il désapprend de commander et il commence à devenir heureux.

Et puis un petit garçon, son zizi, il faut l'admirer, il faut s'étonner : ah quelle belle chose ! Et nous, sur notre enfant, ça fait un gros effet mais on admire malgré tout, faut oser, et même le toucher pour lui faire plaisir. Le bonheur faut le dire, ce n'est pas une chose facile parce qu'il n'y a per-

sonne pour t'apprendre, quand tout le monde te met la pression de la réussite obligatoire. Mesdames et futures mamans, si vous ne voulez pas que vos enfants soient un jour dans la merde, qu'ils emmerdent le monde entier, admirez leur caca, admirez-le quand ils vous apportent le pot, tout ira bien pour tout le monde. Admirez, oui, admirez avec le sourire et l'émerveillement en oubliant l'odeur, l'avenir du monde en dépend. Admirez, admirez.

DÉBAT

Animé par **Raoul Sangla**

Raoul Sangla — Maintenant que nos amis ont donné leur opinion et fait leurs commentaires sur la politique, s'il y a parmi vous des citoyens qui souhaitent s'exprimer à la fois sur ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont entendu et qu'ils peuvent s'exprimer librement. Si cette rencontre a lieu c'est effectivement pour ne pas plier. Pour ceux qui souhaitent ne pas plier, s'exprimer fait partie de l'aventure. Quelqu'un souhaite-t-il poser une question, faire un commentaire, s'indigner ? Je sais qu'il y a un élu qui est parti, mais il en reste peut-être d'autres dans la salle.

Malika Zédiri — Moi je suis élue au Conseil Régional. C'était un spectacle ce soir et ça ne fait pas de mal de se faire un peu de bien, même comme ça, même si c'est un peu cynique, même si ça pose plein de questions, ça fait du bien.

Au départ, quand j'ai vu « Réapprendre la politique », moi je fais de la politique et je crois que j'en fais depuis très longtemps et souvent on a tendance à séparer les choses. Mais quand on regarde derrière soi, on s'aperçoit que la politique aussi on en fait parfois de très bonne heure. Moi j'ai vu des gosses faire de la politique. Benedetto disait : il n'y a pas de place pour ce qui est dit. On est dans une société individualisée et on ne s'entend plus.

On a eu une vraie rencontre avec Gérard à l'APEIS, une rencontre qui n'a pas toujours été très facile. Il nous a poussés au cul pour réfléchir aux signes puisque notre engagement premier, ce sur quoi on s'est rencontré, c'était sur l'APEIS. C'était au début de la création de l'APEIS, j'avais 27 ans, on avait envie de se battre et de se battre pour de vrai, pour des questions en général qui ne passionnent pas énormément parce que pauvreté, chômage, sans logis, etc. En même temps depuis 15 ans, c'est de pire en pire. On est sur des secteurs où ça se casse la gueule mais on ne va pas pleurer ensemble, on n'est pas là pour ça. Mais d'une manière générale, quand je regarde derrière moi, je me dis que ce qui m'a mis en moteur depuis toujours, ça continue encore plus aujourd'hui parce qu'il n'y a jamais eu autant de discriminations, parce que quand tu es Black, Arabe, tu n'as plus d'appart, tu n'as pas de boulot et c'est pareil quand tu es handicapé.

On est dans cette société qui produit ce genre de truc et il faut arriver en même temps à le dire, à faire des choses pour aller contre ça, essayer de s'organiser parce que sinon, on crève. Nous, on a remarqué très vite qu'on était plus fort quand on était plusieurs, mais plusieurs ça ne veut pas dire cent. Des fois, on a été très fort, on était cinq, six ; des fois, on a été plusieurs milliers. Et puis on avait besoin de vérifier qu'on pouvait être fort, qu'on pouvait dire non, qu'untel avait été jeté de son appart parce qu'il avait des dettes de loyer, on a rouvert la porte, on se met dedans, on va au commissariat. Des fois, ça marche. C'est aussi des petites batailles et des fois, ça marche. On a fait reloger des gens qui théoriquement devaient

rester dehors beaucoup plus longtemps. Quand je dis « en » c'est d'une manière collective, des fois cinq personnes, des fois dix personnes, des fois les mêmes, des fois pas les mêmes et puis ça bouge et puis ça fait des années que ça dure. Et ça, pour moi, c'est de la politique. On a par contre un monde politique qui ne souffre pas de vie. Je vois depuis que je suis au Conseil Régional, je ne suis pas dans le même monde. Je suis dans un endroit où les élus n'ont pas les mêmes soucis, ils n'ont même pas de soucis d'ailleurs, on ne parle pas des gens. On a expliqué, et notamment le PS dès le début, que maintenant la campagne électorale, c'était fini et que la région il fallait la faire avancer. En plus la région Ile-de-France est, de par son budget, très bien placée sur les marchés financiers qui nous ont mis un label. Une de mes questions, c'est comment on fout le bordel maintenant ? Comment mes amis, ceux que je vois, ceux avec qui je me bats, comment leurs paroles sont prises en compte ? Comment leur vie ne devient pas simplement du détail, de la statistique ? Je pense que c'est dans l'indignation totale qu'on recrée de l'espérance et on est en panne d'indignation comme on est en panne d'espérance.

Au mois d'août, j'ai emmené Gérard dans un squat à Cachan où il y a 900 personnes, 200 mômes, personne n'en a rien à foutre. Ils ont squatté un bâtiment, un truc dégueulasse, ils vivent dans des toutes petites chambres de rien. Ils n'ont rien trouvé d'autres et même de là, on veut les jeter. Il y a peu de gens investis parce qu'en même temps il faut passer du temps dans ce genre d'endroit. Le peu de chose qu'on a fait, c'est de prendre des photos, les mettre sur les murs, ça a créé des trucs. Leur situation est désespérante, c'est tous des Noirs et des Arabes et puis les fauchés d'une manière générale. Ils ont très peu de chances de retrouver rapidement un appartement, donc ça paraît assez désespérant. Ceci dit, c'est encore plus désespérant de ne pas constater l'indignation. Je crois qu'il y a une relation directe entre le fait qu'on ne s'indigne plus aujourd'hui. Il y a une question d'engagement, mais il y a aussi une question d'indignation. On considère qu'il faut attendre d'être plein pour faire quelque chose et de ça, on en crève aussi. Mon niveau d'indignation est à peu près égal à mon niveau d'espérance et ça permet de rester debout quand même, sinon on est mal.

Gérard Paris-Clavel — Une chose qui m'a surpris à Cachan, outre les détrences énormes qui sont là et les conditions féodales, il faut savoir qu'il y a des gens qui sont à Cachan et qui vont scolariser leurs gosses à Saint-Denis parce qu'on ne veut pas les scolariser à Cachan. Ce qui est intéressant, quand on veut voir quels seraient les outils de ce changement, en quoi chacun peut y participer, j'ai été surpris de voir la différence des acteurs y compris dans les luttes à quel point il y a des différences de groupes, de partis politiques, d'organismes. Comment ces différences vivaient souvent un antagonisme dans les luttes, mais comment elles n'étaient pas visibles pour tout le monde. Finalement on n'arrive pas à rendre visible la différence pour qu'elle puisse se transformer dans un conflit sain et comme cette

différence n'est pas visible et qu'elle s'exprime par l'aigreur, il y a une personnalisation des différences qui dépolitise les problèmes, qui conduisent aux problèmes de personnes et qui affaiblissent l'ensemble des luttes.

Là aussi, il y a beaucoup moins d'organisations qu'il n'y a pu en avoir il y a quelques années quand les groupes revendicatifs étaient plus forts.

Sébastien Marchal — Je milite dans d'autres choses, je suis surtout à ATAC dans le 11e. Je trouve admirable le travail que fait Ne Pas Plier et j'en ai encore eu l'exemple ce soir. La salle pourrait être plus pleine ce soir et Ne Pas Plier n'est pas assez connu. Il y a un gros travail de réflexions sur les signes, les formes, les idées, etc., mais on ne travaille peut-être pas assez sur la diffusion et sur le fait d'aller voir d'autres collectifs, d'autres associations, d'autres militants car il y a des choses qui pourraient être utiles à d'autres. Le fait de se rencontrer et de réfléchir en commun c'est très nécessaire.

Isabel de Bary — La question posée est le fondement de ce pour quoi on existe. Le vrai problème des formes de visibilité et d'expression, ce n'est pas le problème de la création, il y a beaucoup de créateurs avec du talent, le vrai problème est celui de la diffusion et de la production. Ne Pas Plier a été créée là-dessus et on a les moyens du bord. On a souvent parlé des images et des choses qu'on produisait comme élément opérateur social. Tous les gens à Ne Pas Plier sont permanents, il n'y a plus qu'un mi-temps permanent et il n'y a pas le temps, les moyens. La diffusion est un travail très complexe. Nous l'avons appris en 15 ans à Ne Pas Plier. On débordait d'idées et on pensait que c'était facile. Malika l'a dit tout à l'heure, ça fait 15 ans qu'on travaille avec l'APEIS, ça fait 15 ans qu'on s'engueule. En même temps, qu'est-ce qu'on a partagé comme choses, qu'est-ce qu'on a appris et, nous, on n'est pas des diffuseurs d'autocollants, on n'est pas dans le don, on est dans le partage. Ce n'est pas si facile de partager les sujets, ça demande beaucoup de temps. Souvent les gens s'impatientent. Je crois que dans l'apprentissage de la politique, John Berger a dit : « il est urgent de prendre le temps », c'est-à-dire que face aux urgences, si on ne prend pas le temps de l'expression, de la diffusion, de la production, on ne peut pas régler les urgences, en tout cas les urgences d'expressions.

François Lequeux — En formation d'éducateur spécialisé à Paris, aujourd'hui je suis étudiant à l'IRTS Parmentier. En formation d'éducateur spécialisé, on se rend compte qu'au niveau des formateurs, ils nous expliquent que la politique ce n'est pas en cours, c'est dehors et je pense à un mouvement l'année dernière qui a eu lieu contre un préprojet de loi de Sarkozy sur la prévention de la délinquance. On s'est très vite rendu compte que la mobilisation était possible sur une date bien précise, mais qu'à partir du moment on devait organiser des AG ou des réunions, finalement il n'y avait plus grand monde pour travailler sur le fond. Nous, on a une très grande difficulté à échanger et à débattre avec les autres étudiants et même les formateurs.

En tant que militant et militant de l'APEIS aussi, qu'est-ce que je peux faire pour mobiliser les étudiants, futurs éducateurs spécialisés, assistants sociaux, pour les sensibiliser un peu plus à ces thèmes et à les sortir de leur train-train quotidien ou de leur rythme individuel ?

Frank Lepage — La question de quoi faire, on se la pose tous. Quand Gérard m'a dit : faut que tu viennes, mais on en a marre des discours de dénonciations, faut proposer. J'ai dit : ok, proposons. Comment on dézingue les dérogations des cartes scolaires dans un bled ? Moi j'ai essayé avec des associations, tout le monde s'est dégonflé. Ça semble même immensément compliqué d'oser même en parler. Sur la question du politique, l'interdiction du politique est gigantesque. Vous êtes tous des gens à dire : oui, mais ça, c'est politique... C'est une vraie victoire pour l'instant de l'idéologie capitaliste, de l'idéologie de droite, de nous avoir... Mais on a un problème avec les mots, le langage. Quand vous dites « politique », c'est fini, c'est cuit, c'est terminé, vous n'avez plus personne, donc vous ne devez pas utiliser ce terme ou vous ne pouvez pas. Ou alors proposition à résoudre en quatre heures : comment on fait pour utiliser de nouveau ce terme. Moi je vais me lever, mon obsession c'est la question du langage, c'est-à-dire des mots qu'on n'a plus le droit d'utiliser depuis 30 ans maintenant et des mots qu'on nous met à la place. Je suis persuadé que nous sommes victimes d'un vocabulaire, qui est un vocabulaire imposé, dont on ne peut pas sortir et qui est un vocabulaire positif. À partir du moment où on n'a plus de mots qui permettent de désigner le capitalisme d'une façon négative, critique, c'est : aliénation, exploitation, domination, lutte des classes. Ces mots-là n'existent plus dans l'espace du langage sauf à passer pour un clown, un timbré ou pour un terroriste. Ces mots ne sont plus utilisables par les travailleurs sociaux. Qu'est-ce qu'ils utilisent ? Ils utilisent développement, projet, partenariat, lien social, c'est-à-dire que nous passons notre temps à essayer de combattre ce système en utilisant des mots qui le glorifient sans cesse, qui sont des mots extraordinairement positifs. On ne cherche plus à émanciper des gens, on cherche à fabriquer du lien social et ce n'est pas du tout la même chose, ce n'est pas le même boulot. Faire du lien social, je sais ce que c'est, c'est faire un couscous de quartier pour que les gens s'aiment bien. Faire de l'émancipation, ce n'est pas ça. Un des éléments de réponse quand vous dites : qu'est-ce qu'on peut faire ? Un des éléments de réponse, c'est de travailler le langage. Je pense sincèrement que si on arrivait par exemple à ce qu'un collectif d'associatifs dans une ville dise : maintenant, on ne fera plus de projets, on n'en déposera plus, on veut de l'argent mais pas en échange de projets et on va vous expliquer pourquoi. Tant que ce travail n'est pas fait, je suis presque certain qu'au moment où j'ai fait ma petite intervention, dans la salle, à peu près personne ne voit le problème avec projet. C'est-à-dire : projet, oui, c'est bien, c'est bien de faire des projets et puis le développement c'est chouette parce que plus c'est mieux que

moins et puis le lien social c'est cool. Je vous assure, je suis prêt à faire le pari que dans cette salle, il y a des gens qui sont persuadés que le lien social se délite et qu'il faut le recoudre. C'est une aberration intellectuelle totale, absolue. Il n'existe pas de société sans lien social. Le mec qui est sous un pont ce n'est pas un exclu, il a sa place, il est parfaitement inséré dans le système. Donc ce n'est pas un problème de lien social, c'est un problème de lien politique, ce n'est pas du tout la même chose.

Franck Poupeau — Je souscris entièrement à ce que dit Franck. Dire qu'on a perdu la bataille des mots, on a perdu la bataille des visions du monde. Quand la politique est réduite à la politique politicienne et que de l'autre côté la contestation, les mouvements de lutte réduisent la contestation à faire une manif, à faire une occupation, il y a un problème de ce côté-là parce qu'au bout d'un moment on se demande à quoi ça sert. Surtout quand ensuite les structures syndicales, politiques ou autres n'appuient pas. Le problème évoqué par l'éducation spécialisée, c'est qu'on a l'impression qu'il y a deux mondes séparés. Je l'ai vécu avec les enseignants dans les grèves en Seine-Saint-Denis, il faut le temps de faire prendre conscience que lutter sur son lieu de travail, c'est de la politique, que se mobiliser pour refuser un projet, un label, c'est aussi de la politique. C'est la grande victoire des forces capitalistes en place d'avoir enlevé non seulement tout espoir, d'avoir imposé une vision du monde fataliste, mais d'avoir même enlevé l'idée qu'il y avait de la politique à faire dans les lieux où ça se passe vraiment. On réduit la politique à quelque chose d'abstrait et on ne le voit pas au niveau municipal, au niveau où les politiques sont menées, où l'argent circule.

Franck Lepage — La façon de résister c'est de faire différemment chacun notre travail, là où on est. Différemment comment? Je suis absolument certain que nous avons presque tous là où on est l'intuition de la perversion du système. Un travailleur social, un enseignant, ce n'est pas du tout un gogo. Je connais plein d'agents d'insertion de missions locales pour l'emploi qui savent bien le piège et la perversion de ce qu'ils font, qui ne croient pas à 100 % dans ce qu'ils font. Ils savent bien qu'ils sont dans un système complètement insensé, qu'il n'y a pas de remise à l'emploi. Si vous discutez avec les gens de leur travail sur un quartier, si vous discutez des enseignants sur l'école, je suis frappé de voir à quel point il y a de l'intuition politique, de l'analyse sur le fonctionnement du système. La seule façon de s'en sortir et de s'en sortir efficacement, c'est de tricher avec le système. Il y en a beaucoup qui trichent mais seulement, individuellement, on ne peut pas tricher beaucoup, on peut tricher un tout petit peu, sinon on se fait virer, on se fait avoir, on se fait repérer. Toute la question c'est d'arriver à fédérer toutes ces intuitions. Sur le cas de la mission locale, j'ai rencontré personnellement des agents de missions locales qui étaient tous persuadés que le truc ne vaut rien, mais ils le font. Ils le font pourquoi?

Parce qu'ils sont salariés, parce qu'ils n'ont pas le choix, etc. La question que je me pose, c'est comment on fédère nos intuitions? On n'est pas là comme des idiots, on sent tous qu'il y a du piège partout dans ce système.

Gérard Paris-Clavel — Je pense qu'il faut déjà consolider notre propre désir par des actions, c'est-à-dire mettre en tension des choses intimes et ne pas hésiter à les mettre en tension avec un collectif, c'est-à-dire s'exposer, mais s'exposer avec plaisir. À chacun de trouver les formes de la manière dont il va porter sa parole. L'estime de soi passe dans le rapport aux autres. À un moment donné, il faut voir quel intérêt on a à faire ça, à faire ça avec les autres.

On peut aussi s'en foutre et aller à la pêche. C'est parce qu'on y trouve un plaisir et donc ce plaisir partagé, par contre, il faut qu'il trouve sa forme d'expression. Chacun est unique et à chacun de trouver à la fois sa forme d'expression et à la fois son association avec d'autres. Je crois que la condition pour partager du plaisir, c'est déjà d'en émettre soi-même. C'est aussi travailler, améliorer avec plaisir sa passion, ça peut être le théâtre, l'écriture. Toute chose est bonne. Il ne s'agit pas d'individualiser le politique, mais il s'agit de travailler sa singularité avec un peu des choses universelles.

François Lequeux — Nous, on est très vite mis dans la case: c'est bien, on a besoin de gens comme nous. Je vois des personnes militantes, on les decode, on les trouve sur d'autres terrains d'implication et on se repère. On se rend compte que les cinq ou dix militants, on vient nous voir: c'est bien, continue, et tout seul. On va nous encourager, mais tu es tout seul, tu continues ou t'arrêtes mais ça ne change rien. Je pense aux antipubs l'année dernière, on est allé exploser les affiches du métro. Au début ça marche et un mois après, il y avait déjà des afficheurs qui utilisaient le tag dans la façon de s'exprimer dans les pubs. Ça a été récupéré en un mois. Tu parles de travailler sur le langage, le mode d'expression mais en un mois et demi, il y avait déjà Leclerc qui avait récupéré le truc. Je n'ai pas de propositions. Au quotidien, j'utilise des modes de communication que ce soit l'image, la photo ou les scotchs dans la cour. Tu parles d'indignation Malika, effectivement il faut rester indigné et ne pas accepter l'inacceptable comme on dit au quotidien à l'APEIS. Ce n'est pas un découragement parce que je crois dans mon petit truc, mais je me pose beaucoup de questions face aux gens qui m'entourent, en particulier aux plus jeunes dans mon école. Les personnes qui ont 19-20 ans, on a du mal à discuter de ça. C'est difficile d'aborder les thèmes de construire ensemble, pourquoi on le fait ensemble, sortis des conversations des 5 heures de télé par jour sur les 15-25 ans en région parisienne. Pour moi, ça demande une gymnastique qui est usante. Parler de plaisir ça veut dire le remettre en question au quotidien, réfléchir, imaginer tout le temps, c'est usant.

Franck Lepage — Tu peux arrêter de lire les sondages à la con et ça te donnera beaucoup de plaisir.

Charlotte Terret — Je fais partie de la génération des 15-25 ans, j'en ai 19. Je suis étudiante en histoire à Paris I sur le site de Tolbiac, le site tout moche où on ne peut pas s'asseoir, pas se rencontrer, qui a été fait exprès pour qu'il ne puisse pas être occupé, qu'il ne puisse pas y avoir de grèves. Là tout ce qu'on a vu sur les signes avec Jean-Pierre et Gérard, dans ma Fac, il n'y a que ça. On a fait un mouvement, qui est passé un peu inaperçu l'année dernière, contre les réformes pour encore plus fermer la Fac. On a eu les mêmes problèmes. C'est une Fac qui ne fait que les DEUG et il y a essentiellement les 15-25 ans. On avait des problèmes de mobilisation. On s'y est pris un peu brutalement, on a tout bloqué pendant 18 jours. Toutes les personnes que j'ai pu rencontrer parce que j'ai fait des piquets, je me suis fait taper dessus, elles étaient toutes indignées. Sur toutes les personnes que j'ai pu rencontrer, elles étaient toutes indignées sur le projet, mais aucune ne bougeait. J'avoue que je commence en politique, j'apprends et ça a été la plongée parce que je ne comprenais pas. Je pensais que si on n'était pas d'accord tout le monde allait se bouger et ça a été un peu désillusion mais pas tout à fait. Tout le monde avait quand même envie de bouger même si, pour eux, ce qu'on faisait ça ne servait à rien, donc forcément on ne fait pas quelque chose qui ne sert à rien. Je pense qu'il suffirait juste de leur donner un moyen et à partir de là, je pense qu'on pourra arriver à faire quelque chose mais c'est difficile.

Jean-Pierre Grunfeld — Je voudrais terminer sur les derniers mots de Charlotte : oui, c'est difficile. Comme c'est difficile jusqu'à maintenant ça rend les choses plutôt stimulantes. En effet, l'indignation est un bon indice d'espérance, mais il faut peut-être encore un peu plus que ça.

La proposition c'est que les choses se poursuivent. Nous allons faire des actes qui seront à votre disposition. Des débats sont régulièrement organisés par Ne Pas Plier à la salle Voltaire.

Il faudrait remercier particulièrement aujourd'hui parce que ça a été un vrai plaisir d'avoir à côté de nous des personnes de la qualité de Raoul Sangla, Franck Lepage, Franck Poupeau, Marc et Malika, de voir et d'entendre André Benedetto avec son pot et, bien entendu, Isabel sans qui rien de tout ça n'aurait eu le début de quoi que ce soit.

Merci.